



HAL
open science

Méditerranée : un développement sous tensions

Pierre Blanc, Sébastien Abis

► **To cite this version:**

Pierre Blanc, Sébastien Abis. Méditerranée : un développement sous tensions. Confluences Méditerranée , 2007, N°60 (1), pp.23. 10.3917/come.060.0023 . hal-02550343

HAL Id: hal-02550343

<https://hal.science/hal-02550343v1>

Submitted on 22 Apr 2020

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Méditerranée
UN DÉVELOPPEMENT SOUS TENSIONS

Pierre Blanc et Sébastien Abis

L'Harmattan | « Confluences Méditerranée »

2007/1 N°60 | pages 23 à 38

ISSN 1148-2664

ISBN 2296018114

Article disponible en ligne à l'adresse :

<https://www.cairn.info/revue-confluences-mediterranee-2007-1-page-23.htm>

Distribution électronique Cairn.info pour L'Harmattan.
© L'Harmattan. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

Pierre Blanc et Sébastien Abis

Enseignant-chercheur à l'Institut agronomique méditerranéen de Montpellier (CIHEAM-IAMM)
Chargé de mission au Centre international de hautes études agronomiques méditerranéennes à Paris (CIHEAM)

Méditerranée Un développement sous tensions

La Méditerranée traverse une période historique marquée par de multiples processus transitionnels : sociodémographique, économique, géopolitiques et culturels. Or des vents contraires au développement soufflent en Méditerranée. Cette intempérie, à la fois structurelle et circonstancielle, se double d'un épais brouillard sur la coopération euro-méditerranéenne. L'horizon étant troublé, les sociétés méditerranéennes, en raison des ingratitude du présent, sont nostalgiques de ce passé lointain où leur région constituait à la fois le centre et le moteur du Monde. Dans un contexte de mondialisation en mal de repères, peut-on encore construire une coopération en Méditerranée ?

La Méditerranée semble emprunter les chemins de son avenir à reculons. Ce constat peut paraître provocateur et maladroit dans un contexte où les propos sur cette région du monde, épicerie de toutes les tensions, sont déjà stigmatisants et actuellement peu enclins à la critique constructive.

Or, ce sont d'abord et avant tout les dynamiques simultanément à l'oeuvre en Méditerranée, peu encourageantes pour ne pas dire inquiétantes, qui induisent un tel raisonnement. Celui-ci ne vise pas la polémique : il cherche prioritairement à alerter sur les raisons du mal-développement méditerranéen, dont de nombreux analystes ont

déjà fait écho par le passé. C'était ce cri d'alarme qui avait en partie incité les acteurs du monde méditerranéen à se réunir à Barcelone en 1995 pour y concevoir un cadre politique de coopération aussi original qu'ambitieux. En effet, il ne faudrait pas oublier que l'instauration du Partenariat euro-méditerranéen (PEM) répondait d'abord au souci de réduire les fractures de développement entre le Nord et le Sud du Bassin, malgré la dimension sécuritaire en toile de fond. Cette promesse de convergences s'est malheureusement transformée onze ans plus tard en désillusion régionale partagée.

Pour autant, ce Partenariat, où l'Union européenne (UE) devait révéler ses capacités à peser efficacement sur la scène internationale pendant que les pays partenaires méditerranéens (PPM) s'engageaient sur la voie des réformes et de la modernité, ne saurait se résumer au constat d'échec. Rétrospectivement, il serait intéressant d'évaluer la facture stratégique d'un non-Partenariat dans le contexte international agité de la dernière décennie. En somme, malgré ses résultats modestes et ses imperfections, le PEM aura joué un rôle d'amortisseur régional non négligeable. Le malaise actuel qui l'entoure doit donc être perçu comme une frustration et une appréhension. En effet, une impression de fermeture domine, à l'heure où l'UE réforme sa politique extérieure envers ses périphéries et dans une période où le mécontentement social semble s'amplifier au sein des PPM.

En paix ni avec elle-même ni avec son passé, la Méditerranée paraît aujourd'hui conflictuelle car n'incarnant plus de projet mobilisateur partagé. Concentrant toutes les méfiances, elle souffre d'un manque de vision stratégique capable de tracer les contours d'un avenir plus serein et plus prometteur. Tout se passe comme si la Méditerranée, oubliant de préparer celui-ci au présent, alors que les enjeux qui s'y bousculent sont immenses, ignorait les sentiers du progrès et ne balisait plus les trajectoires de son destin.

Cette contribution citoyenne, animée tout autant par l'esprit méditerranéiste que par l'exigence d'objectivité, ne cherche pas à examiner les dynamiques de la relation euro-méditerranéenne¹. En revanche, elle se veut utile à la réflexion sur le malaise qui frappe la coopération régionale et le mal-développement qui touche bon nombre de pays méditerranéens.

La dérive des rives

Véritable miroir des grandes tendances planétaires, plurielle et riche en diversités, la Méditerranée est aussi l'espace de toutes les fractures. Ces multiples failles en font l'une des zones assurément les plus sismiques du monde. Si certaines peuvent parfois être conjoncturelles ou instrumentalisées, d'autres sont des cassures lourdes. A cela s'ajoute l'émergence de nouvelles fractures, moins visibles, mais tout aussi déstabilisatrices.

Population, richesse et développement : l'aggravation des fractures

La dérive démographique des pourtours méditerranéens constitue une première fracture, comme en témoignent les projections de population. A la faible croissance des pays européens du Nord répond en effet la poussée démographique des pays du Sud : 20% de population supplémentaire au Nord contre un triplement démographique au Sud entre 1970 et 2020. A cette date, près de deux tiers des Méditerranéens résideront sur la rive sud alors que ce chiffre atteignait à peine 40 % en 1970. Si les pays de la rive sud effectuent aujourd'hui leur transition démographique de manière très rapide, celle-ci reste néanmoins tardive. Ainsi, peut-on évaluer, en ce début de 21^e siècle, que lorsque le nord de la Méditerranée compte un habitant de plus, simultanément, le Sud en compte 10 nouveaux. La « gérontocroissance » du Nord contraste donc avec le poids numérique des moins de 20 ans au sud de la Méditerranée (environ 43 % de la population totale).

Espace caractérisé par de très fortes inégalités de richesse, la Méditerranée offre au monde l'une de ses plus grandes cassures économiques Nord-Sud. Les chiffres parlent d'eux-mêmes. Le volume total du PIB de la Méditerranée en 2004 s'élève à 5 390 milliards \$. A elles seules, l'Espagne, la France et l'Italie assurent 80% de ce montant, tandis que la part des pays de la rive sud se répartit comme suit (4,9 % pour la Turquie, 3,2 % pour le Maghreb, 2,7 % pour le Machrek et 2,2 % pour Israël). Convertie en parité de pouvoir d'achat par habitant, l'analyse du PIB révèle autant de disparités. Quand géographiquement 14 petits kilomètres séparent le Maroc de l'Espagne à travers le détroit de Gibraltar, économiquement, la distance prend une dimension sidé-

rale puisque le PIB/hab/ppa marocain ne dépasse pas 4 250 \$ alors que l'espagnol atteint 24 750 \$...

Cette fracture économique est à l'image de la Méditerranée. L'écart est grosso modo de 1 à 3 entre la rive sud et la rive nord (7 650 \$ contre 21 200 \$). Pire, il est de 1 à 5 quand on compare le PIB/hab/ppa des pays arabes méditerranéens et celui de l'UE (5 150 \$ contre 25 000 \$). Quand on analyse cet indicateur de manière rétrospective, à savoir depuis 1995, on constate certes qu'il a progressé dans tous les pays du bassin méditerranéen mais que les écarts n'ont malheureusement pas changé, et ce malgré la mise en place du PEM et de son outil technique et financier (Programme MEDA). En effet, en 1995, en termes de PIB/hab/ppa, l'écart était aussi de 1 à 3 entre les rives sud et nord et il n'était que de 1 à 4 entre les pays arabes méditerranéens et l'UE (3 960 \$ contre 17 330 \$).

L'écart de développement humain constitue la troisième cassure stratégique majeure en Méditerranée. Aussi contestable soit-il, un indicateur composite mesure aujourd'hui l'état de développement des sociétés dans leur ensemble : c'est l'Indice de développement humain (IDH)² que propose chaque année le Programme des Nations-Unies pour le développement (PNUD). Unique en son genre, l'IDH constitue un baromètre intéressant car il permet d'avoir une photographie annuelle du niveau de développement dans chaque pays du monde et donc de croiser régionalement ces données pour observer les écarts dans une zone géographique précise. Trois constats s'imposent si l'on observe l'évolution de l'IDH en Méditerranée depuis 1975.

Le premier, c'est que l'IDH a progressé dans chacun des pays méditerranéens depuis 1975, et ce de manière plus rapide sur la rive sud, en particulier dans les Etats du Maghreb.

Le second constat découle du précédent : comme l'IDH s'est amélioré dans chacun des pays, les écarts persistent donc entre les Etats européens de la rive nord et les pays arabes de la rive sud, même s'ils se réduisent peu à peu. Ainsi, en 2003, dernière année statistiquement disponible, l'IDH atteignait en moyenne 0,911 pour les premiers contre 0,725 pour les seconds, soit un écart moyen de 0,186. En 1975, cet écart était néanmoins de 0,328 et en 1990 de 0,232.

Le troisième et dernier constat souligne qu'aucun pays arabe méditerranéen ne se situe pour le moment au-dessus de la barre symbolique de 0,8 (nations considérées comme les plus favorisées) et que tous,

exception faite de la Libye (58^e rang), sont localisés entre la 80^e et la 125^e place mondiale, soit au milieu du classement, tandis que les pays méditerranéens de la rive Nord se situent eux entre la 16^e et la 32^e place.

Une fracture conjoncturelle ?

Dans un contexte international marqué par les amalgames et les crispations identitaires, la Méditerranée, berceau des trois religions du Livre, se présente comme le terrain expérimental à l'hypothèse huntingtonnienne de *clash* entre l'Occident et l'Islam. Frappée par plusieurs conflits régionaux de basse intensité, la zone méditerranéenne abrite surtout le plus vieux contentieux du Monde au Proche-Orient (Israël-Palestine), subit les effets de la guerre en Irak et ne saurait ignorer l'impact d'une crise en Iran. L'identitaire et le religieux prospèrent sur ces tensions. La situation actuelle est donc polarisée entre ceux qui plaident pour le dialogue interculturel méditerranéen, pour des raisons autant sentimentales que politiques, et d'autres qui agitent l'étendard de la confrontation, car convaincus de l'irréversibilité du choc culturel dans la région.

Or la géopolitique méditerranéenne est également bien connue pour son « deux poids, deux mesures », manoeuvre habile des grandes puissances pour faire face aux aléas circonstanciels. A contre-courant des principes politiques censés régir le PEM, les décideurs européens ont sacrifié la conditionnalité de la coopération sur l'autel de la lutte contre le terrorisme. De plus en plus perplexe à l'ouverture des sociétés sud-méditerranéennes au multipartisme, l'Europe privilégie finalement le statu quo. Sur fond de phobies islamistes, cette conjoncture tend à pérenniser les régimes autoritaires du Sud, qui vendent aux Européens le tout-sécuritaire pour contrer la menace d'une explosion sociale dans ces pays. A force de perdurer et de faire la une des médias, ce climat de terreur conforte les esprits rigoristes des deux côtés de la Méditerranée.

Inquiétante autant qu'elle passionne, la Méditerranée est plus souvent stigmatisée que lénifiée. Cette conjoncture, de plus en plus défavorable, rend vulnérable la coopération euro-méditerranéenne et paralyse pour le moment tout espoir de convergences régionales. Cette

difficulté est aggravée par l'asymétrie institutionnelle qui distingue le nord de la Méditerranée intégré avec l'Union européenne et le sud du Bassin caractérisé par une mosaïque de systèmes politiques et des Etats toujours incapables de faire alliance commune, pas même au niveau commercial (cette insuffisance de relations Sud-Sud contribue également à l'hypothèque du PEM).

Territoire, savoirs et société : les fractures émergentes

Trois fractures doivent enfin être identifiées car elles sont porteuses de véritables ruptures entre les Méditerranéens eux-mêmes.

La première cassure émergente n'est pas nouvelle mais réapparaît après des années d'efforts pour la résorber : c'est celle entre les villes et le monde rural dans les pays du sud de la Méditerranée. Ces derniers sont confrontés à un profond déséquilibre territorial : la croissance non-maîtrisée de villes littoralisées et ouvertes sur le monde extérieur coupées des zones rurales intérieures, paupérisées et enclavées.

La seconde fracture est technologique et cognitive : les écarts d'accès aux nouvelles technologies de l'information et de la communication renforcent les disparités régionales en termes d'enseignement, de recherche et de savoirs. Là où l'accès Internet est illimité au Nord, il reste sévèrement contrôlé au Sud. Cet exemple simple renvoie aux inégalités très fortes qui perdurent en Méditerranée au niveau de l'éducation et de la circulation des savoirs et des idées.

Le troisième élément de rupture provient du fossé qui s'élargit entre les Méditerranéens mondialisés et les Méditerranéens marginalisés. C'est l'une des faces cachées de la fracture sociale, qui se retrouve dans de nombreuses régions du monde, mais qui semble avoir trouvé tout son écho en Méditerranée. Il convient ici de s'y attarder quelque peu.

● Les Méditerranéens mondialisés sont les moins nombreux. Ils sont stables familialement, insérés professionnellement et tissent des réseaux relationnels puissants. Ils se déplacent et s'enrichissent des rencontres avec les autres. Ils ont les moyens financiers et intellectuels de s'accrocher aux dynamiques et aux transformations que provoque la mondialisation. Ce ne sont pas forcément les personnes les plus riches ou les mieux placées dans la hiérarchie professionnelle. Ce sont plutôt

des élites modernes, domptant les outils technologiques et de communication, s'informant de tout en permanence et qui peuvent accéder aux différentes tribunes de l'expression (politique, pouvoir d'achat, prise de parole, engagements, actions militantes). Ce dernier point constitue un avantage comparatif stratégique croissant. Elles sont proactives face aux mutations de la société. Cette catégorie-là influe donc sur le cours de la mondialisation car ses membres en sont les acteurs. Confiants et maîtrisant leur destin, ces Méditerranéens mondialisés sont les propres architectes de leur futur.

- Les Méditerranéens marginalisés sont, à l'inverse, décrochés de la mondialisation. Non pas qu'ils en soient coupés, mais plutôt spectateurs ou victimes. Ils vivent la mondialisation à distance (Internet et la parabole fonctionnant alors comme des palliatifs à l'ennui ou comme des fenêtres sur le monde) ou en subissent les effets négatifs (précarisation, paupérisation, inflation). Ces personnes sont coupées des sphères décisionnelles ou des lieux de socialisation. Elles ont tendance à se refermer sur elles-mêmes, sur leurs proches ou sur les croyances. Leur monde fonctionne en vase clos. Devant ce sentiment d'inéquité et cette mondialisation qui les dépasse, les Méditerranéens marginalisés ne s'expriment pas (incapacité physique ou intellectuelle), ne s'expriment plus (dépolitisation, individualisme, perte des repères) ou, à l'inverse, s'expriment bruyamment (montée des radicalismes politiques et religieux).

Ce nouvel aspect de la fracture sociale méditerranéenne est commun à bon nombre de pays riverains. S'il ne doit en aucun cas faire oublier les principales asymétries qui séparent la rive nord et la rive sud (richesse et développement), il pourrait, à court comme à moyen terme, peser lourdement sur le contexte socio-démographique de la Méditerranée.

Les causes exogènes et endogènes du mal-développement méditerranéen

Cette marginalisation d'une partie de la population des Etats de la Méditerranée du Sud et de l'Est est particulièrement patente chez les jeunes dont beaucoup se trouvent sans emploi, quand ils ne partent pas chercher leur salut à l'étranger. Les pays en question voient en effet l'arrivée de classes d'âge jeune nombreuses qui révèle l'anémie du

système productif par son incapacité à les « absorber ».

Dès les années 1950, la mortalité de ces pays a baissé brutalement tandis que le rythme de la natalité avait tendance à poursuivre sur son erre. Un meilleur quadrillage médical et le développement de la prophylaxie ont eu raison de la forte mortalité qui sévissait dans cette aire, alors que les comportements familiaux portés vers la fécondité ont mis plus de temps à s'infléchir, en particulier du fait de l'urbanisation. De ce décalage, il résulte des taux d'accroissement naturel élevés, ceux-ci atteignant des taux annuels entre 2 et 2,5 % au cours des années 1980. En soi, l'essor démographique n'est pas un obstacle à la croissance et au développement puisqu'il stimule la consommation et l'investissement. La transition démographique en Europe a d'ailleurs accompagné son essor économique. Cependant, il faut le reconnaître, le taux d'accroissement n'a jamais été aussi élevé que celui des rives est et sud de la Méditerranée, ce qui a facilité l'accueil en termes d'infrastructures et d'emplois, d'autant plus que, les mécanismes des Trente Glorieuses étant à l'oeuvre, les systèmes productifs et de redistribution étaient suffisamment dynamiques pour y répondre également. Ce qui n'est pas le cas dans les pays du Sud et de l'Est méditerranéen.

Néanmoins, avec le temps, la transition démographique dans ces pays devrait être une aubaine puisqu'en diminuant la taille des familles elle accroît leur capacité d'épargne, alors qu'elle peut contribuer à la réduction des inégalités, une certaine corrélation existant entre pauvreté et fécondité. Mais si la fécondité tend à diminuer aujourd'hui sur les rives est et sud (une forte variabilité interétatique existe quand même), les classes d'âge jeune arrivant aujourd'hui sur le marché du travail sont pléthoriques. Ce rendez-vous manqué entre une jeunesse en demande d'emplois et un système de production peu performant révèle les insuffisances structurelles qui nous obligent à les sérier.

En premier lieu, il paraît manifeste que ces pays souffrent de désavantages d'ordre naturel. Le taux peu élevé de terres cultivées (moins de 6 % dans les pays MENA, contre 35 % en France) obère à l'évidence un secteur primaire dont l'essor est réputé faciliter le décollage des économies. La pédogenèse étant ralentie par les fortes températures, les sols cultivables sont rares, et, quand ils sont propices à la culture, le déficit hydrique et l'irrégularité des précipitations qui prévalent dans ces zones ne permettent pas toujours leur optimisation.

Cette dictature de l'aridité n'explique pas à elle seule le mal-déve-

veloppement de la région parce que certains pays ont pu connaître un essor économique sans pour autant avoir un potentiel agricole avéré (les Nouveaux pays industrialisés (NPI) asiatiques mais aussi la Tunisie). D'un autre côté, un pays comme l'Algérie montre que de forts atouts naturels – en l'occurrence des ressources élevées en hydrocarbures – n'assurent pas obligatoirement un développement économique harmonieux. Il n'empêche : si ces handicaps ne suffisent pas à expliquer le difficile développement des pays en question, ils constituent à l'évidence une entrave supplémentaire à l'essor économique et social.

Pour analyser les facteurs du mal-développement, certaines approches de type essentialiste soulignent que des aires culturelles seraient portées plus ou moins vers le développement, en insistant sur le fait que le facteur religieux est un soubassement déterminant de ces différences. Max Weber avait adopté le premier cette analyse en démontrant combien le protestantisme, vecteur de frugalité et d'exaltation du travail, permettait l'accroissement de l'épargne et de l'investissement. Peut-on appliquer ce type de lecture dans les pays de la région qui sont majoritairement musulmans ? Si l'on adopte une approche de type syllogistique, l'on peut dire que les pays de la zone sont musulmans, que les pays musulmans sont pauvres, donc que l'islam conduit au sous-développement. La logique aristotélicienne apparaît ici implacable et pourtant elle n'est pas recevable. Il suffit de regarder plus loin, par exemple en Indonésie, pour constater que dans un pays où l'islam est très majoritaire le décollage économique est possible. En outre, il ne paraît d'ailleurs pas y avoir dans la théologie islamique de principes contrevenant en soi à l'essor économique³.

Si la religion a une influence sur les cultures, celles-ci ont également leur autonomie par rapport à la sphère religieuse, et il n'est pas infondé de penser que certains facteurs culturels puissent contrecarrer le développement. Il en est ainsi de la notion d'*asabiyya*, mise en exergue au 14^e siècle par Ibn Khaldoun et qui pourrait se traduire par « esprit tribal ». Si cet esprit peut être opérant du point de vue de la protection des membres du groupe, par exemple dans le cadre hostile du désert, il peut devenir un frein lorsqu'il devient « une solidarité orientée vers la prise et la conservation du pouvoir⁴ » qui perd alors de vue l'intérêt général, ce qui peut être un frein à la bonne gouvernance.

A ces approches du mal-développement s'ajoute une analyse en

termes historiques. Dans le cas présent, il est assez fréquent dans les pays arabes d'évoquer les dominations subies par la région pour expliquer leur recul alors même que ces territoires avaient été en avance sur les autres jusqu'au 12^e siècle. Certaines approches académiques ou apologétiques appuient cette perception⁵ : les Mongols, les Mamelouks et les Ottomans auraient disloqué ces territoires, sans compter que les derniers les auraient fermés pour une large part à l'Europe alors en plein dynamisme économique. Quant à la colonisation plus récente par les Français, les Anglais et les Italiens, ses effets sont plus discutés. Certes, celle-ci a permis un essor de l'alphabétisation et un développement des infrastructures sur lesquels les Etats indépendants ne capitaliseront pas forcément. Mais elle a également contribué à une certaine « dépayssannisation⁶ », par exemple en Algérie et en Libye où l'appropriation des terres par les colons a repoussé beaucoup de paysans vers des terres moins propices. Dans ce débat, on peut quand même évoquer la Turquie dont le mal-développement peut difficilement s'expliquer à l'aune du facteur colonial puisqu'elle n'a pas été sous domination étrangère depuis plusieurs siècles.

Si les temps longs de l'histoire, au sens braudélien, ont sans doute une incidence, il ne faut toutefois pas en faire un surdéterminant. Après tout, les NPI ne se sont-ils pas développés depuis 1960 alors qu'au début de cette décennie-là ils avaient les mêmes performances que les pays du Sud et de l'Est méditerranéen ? A l'évidence, l'analyse historique doit donc plutôt se porter sur les temps courts. Et là réside une partie de l'explication de l'échec du développement au Sud. Avec l'avènement des indépendances et le rejet plus ou moins patent de l'Occident, nombre de pays de la zone se sont lancés dans des modèles de développement autocentré. La relance du secteur agricole, fondée souvent sur des réformes agraires accompagnées de projets de grande hydraulique, a eu des effets mitigés. Sur le plan industriel, qu'ils soient basés sur la substitution des importations ou sur les industries industrialisantes, les modèles choisis ont échoué au Sud et à l'Est de la Méditerranée. Aussi, par exemple, n'y a-t-il pas eu pratiquement de remontée et de diversification de filières capables d'élargir le tissu industriel et d'aller vers des productions à plus forte valeur ajoutée. Financée dans les années 1970 et 1980 par les exportations de pétrole ou par des prêts consentis par des banques regorgeant alors de pétrodollars du fait de l'enchérissement pétrolier, la base productive mal

développée n'a donc pas réussi à fournir ensuite les moyens de rembourser une dette devenue trop lourde. Ainsi, afin de se procurer des devises nécessaires au remboursement, les pays ont dû se soumettre, à partir de la deuxième moitié des années 1980, à des programmes d'ajustement structurel dont les effets à court terme se traduisent par une diminution des dépenses publiques supposée ralentir la demande et donc les importations.

Malheureusement, cette politique de désengagement public est apparue à un moment où l'essor démographique aurait exigé de la part des Etats un effort d'équipement et de prestations soutenu sans compter que le développement des emplois publics aurait sans doute permis de prévenir le chômage massif, en particulier celui des jeunes, que le secteur privé, dans un même temps, n'a pas réussi à contenir.

Cet échec, qui est à nuancer selon les pays, renvoie finalement au problème de la gouvernance publique et privée. Nous touchons là aux causes politiques et juridiques du mal-développement qui affectent l'investissement. Le problème de la corruption est ainsi identifié comme massif dans le rapport sur le développement humain dans le monde arabe. En particulier, selon ses auteurs, tous issus des pays arabes, « *la corruption structurelle fait partie d'une politique d'Etat systématique* ». Et d'ajouter : « *L'abus d'un pouvoir public pour des intérêts personnels et le détournement de fonds publics deviennent chose normale selon les pratiques courantes, ou même nécessaires pour garantir la pérennité du régime. Elle se distingue de la corruption conventionnelle où l'auteur agit derrière le dos de l'administration, de peur de la loi*⁷ ». Il va sans dire que la trop faible séparation des pouvoirs limite le reflux de la corruption. C'est donc tout l'enjeu des réformes politiques en cours dans des pays où l'Etat de droit doit remplacer « l'Etat du lien » (qui n'est pas que négatif), afin d'optimiser les dépenses publiques et sécuriser les affaires. C'est en particulier sur ce dernier aspect que le bât blesse car, dans cette région, le problème réside moins dans la capacité d'investissement des pays concernés (les balances de paiements sont souvent excédentaires depuis la mise en oeuvre des plans d'ajustement structurel) que dans la confiance des entrepreneurs et des ménages.

Selon Jacques Ould Aoudia, c'est le coeur même du problème, et il rejoint ainsi Alain Peyrefitte qui avait parlé pour les premières nations développées d'Europe (Pays-Bas et Angleterre) de « *société de confiance*⁸ ». Jacques Ould Aoudia distingue la confiance statique (ou

la confiance du moment) et la confiance dynamique (ou la confiance dans le futur) dans les institutions publiques et entre agents économiques. A partir d'indicateurs bien construits, il montre que les sociétés de la région « *en transition cahoteuse dans leur cheminement vers la formalisation des règles, partagent dans l'ensemble un profond déficit de cet élément qu'est la confiance, dans ses deux dimensions, statique et dynamique, comme facteur de croissance à long terme* »⁹. Et du fait de la défiance qui prévaut à l'intérieur des pays, il ne paraît pas étonnant que l'intégration entre Etats arabes, qui est liée à un certain niveau de confiance entre eux, soit elle aussi entravée, ce qui ne facilite pas les projets communs, les économies d'échelle, la fin des rentes de situation et l'émergence d'un esprit d'innovation.

La Méditerranée face au futur : quelques conditions pour l'émergence

Il n'y a pas de fatalité du mal-développement et le retournement de la tendance socio-économique peut donc se produire à la condition que ses déterminants soient corrigés. Ce retournement aura à l'évidence un effet sur la stabilisation d'une région qui est traversée actuellement par l'expression d'idéologies radicales (par exemple, le radicalisme islamiste) dont le terreau se trouve, partiellement au moins, dans la détérioration économique. Certes, selon Emmanuel Todd, la montée de l'islamisme radical participe avant tout d'une crise de modernisation, à l'instar de celles que connaissent toutes les aires culturelles de la planète, et ce avec plus ou moins de retard. Cette crise de transition suscitée par le double processus d'alphabétisation et de transition démographique s'accompagne d'un déracinement mental qui, à son tour, « *hystérise dans un premier temps les valeurs anthropologiques* »¹⁰. Ainsi, la violence islamiste serait l'expression singulière, en tant qu'elle émane d'un contexte anthropologique particulier, d'un processus qui est en fait universel.

Cette lecture à la fois culturelle et démographique est particulièrement intéressante et rassurante parce qu'elle tend à relativiser fortement le caractère durable d'une si radicale affirmation politique en Islam. Ainsi Emmanuel Todd écrit : « *Dans la phase historique que nous traversons, de nombreux pays musulmans sont en train d'effectuer le*

grand passage. Ils quittent la routine paisible d'un monde analphabète et marchent vers cet autre monde stable défini par l'alphabétisation universelle. Entre les deux, il y a les souffrances du déracinement mental¹¹ ».

Cette thèse, aussi séduisante et encourageante soit-elle, nonobstant la phase de crispation, tend toutefois à occulter les déterminants socio-économiques et sociopolitiques d'une telle radicalisation. Même si effectivement, dans les pays du Golfe, l'affirmation islamiste ne coïncide pas forcément avec une paupérisation des sociétés, force est d'admettre que celle-ci peut en particulier nourrir la brutalité du mouvement tout comme peut l'alimenter le sentiment d'injustice lié au non-règlement de questions géopolitiques (Palestine, Irak). Sur le plan socio-économique, le désœuvrement de nombre de jeunes dans le monde arabe, doublé effectivement de cette rupture mentale très bien décrite par Emmanuel Todd est, à tout le moins, un facteur aggravant de la radicalisation. A cela s'ajoute le fait que les difficultés économiques contribuent à disqualifier des autorités perçues comme atteintes d'impéritie. Ainsi, cette critique accompagnée d'une diatribe contre la corruption et l'inféodation à l'Occident des autorités renforce la portée du discours alternatif de l'heure qui est celui de l'islamisme radical.

Pour l'heure, dans ce contexte, le développement économique apparaît comme une nécessité impérieuse. Plus que jamais, les pays en question se trouvent donc dans l'obligation de dynamiser leur système productif, en trouvant des solutions adaptées au nouveau paradigme économique qu'est la mondialisation. Mais à un moment où la Chine et l'Inde sont en train de devenir les ateliers du monde tandis que certaines puissances agricoles confortent leur suprématie, la place de ces pays dans la nouvelle division internationale du travail (DIT) n'est pas chose aisée. Pour ceux qui en disposent, les ressources pétrolières vont servir une meilleure inscription dans la DIT, soit sous forme de produits bruts et raffinés soit sous forme de produits de transformation comme l'industrie du plastique. Pour les pays qui n'en disposent pas mais qui envoient nombre de leurs actifs dans les pays producteurs, l'enjeu est plutôt d'être en capacité d'utiliser des flux de capitaux qu'ils reçoivent en retour à des fins productives, via la sécurisation des investissements dans des filières où les marges de manoeuvres sont somme toute importantes (filières agricoles à avantages comparatifs, tourisme, entreprises de services, etc.).

Mais avant de songer à l'intégration mondiale, les pays de la zone se

doivent de réussir l'intégration intrarégionale seule à même de promouvoir les économies d'échelles et de lutter contre les rentes de situation qui dissuadent l'innovation dont l'absence pèse dans la zone. Or, jusqu'à maintenant, pour des raisons politiques ou économiques, l'armement douanier entre les pays de la région était des plus lourds. La mise en place d'une zone de libre-échange arabe peut donc servir cette dynamique de désenclavement économique. Cependant, la réussite d'une telle intégration régionale ne peut être au rendez-vous qu'à la condition que les pays qui s'y lancent réussissent en interne à combiner correctement le facteur travail et le facteur capital. Car les pays de la zone ne manquent ni de l'un, ni de l'autre : la main-d'oeuvre abonde tandis que les capitaux, contrairement à une idée reçue, sont également substantiels.

Sur le facteur travail, un ajustement est à effectuer en termes de formations. Conçu à un moment où il fallait ériger des Etats, le système d'enseignement supérieur, en particulier, a formé pour l'essentiel des cadres de l'administration, négligeant souvent les formations scientifiques et industrielles ; il y a ainsi pléthore de diplômés en droit, tandis que les ingénieurs civils manquent, sans parler des techniciens intermédiaires et des ouvriers qualifiés. Plus généralement, comme les experts arabes du PNUD l'ont bien montré dans leur rapport sur le développement humain, le système devra faire accéder les élèves à la pensée critique, seule à même de leur permettre d'être plus réactifs dans un contexte économique réclamant des individus entreprenants, créatifs et autonomes.

Quant au capital qui est bel et bien présent, il est impérieux de mettre en oeuvre les conditions de son investissement dans des activités fortement productives. Mais pour qu'il soit mobilisé, il importe enfin de rétablir la confiance dans le moment (confiance statique) et dans le futur (confiance dynamique) que seules les réformes politiques et juridiques peuvent garantir, sans compter que les hypothèques géopolitiques doivent être levées.

Conclusion

La Méditerranée traverse une période historique marquée par de multiples processus transitionnels : sociodémographique, économique, géopolitiques et culturels. Or des vents contraires au développement

soufflent en Méditerranée. Cette intempérie, à la fois structurelle et circonstancielle, se double d'un épais brouillard sur la coopération euro-méditerranéenne. L'horizon étant troublé, les sociétés méditerranéennes, en raison des ingratitude du présent, sont nostalgiques de ce passé lointain où leur région constituait à la fois le centre et le moteur du Monde.

Caisse de résonance pour les grands maux de la planète, la Méditerranée pourrait, dans un scénario tendanciel, s'effacer du paysage géoéconomique mondial. Ce processus sera sans doute accéléré si l'Europe et les pays de la rive sud hésitent encore longtemps entre l'ignorance et l'association. On est là dans un scénario de lendemains qui grondent, où les murs s'érigent plus vite que les passerelles.

Dans un contexte de mondialisation en mal de repères, peut-on encore construire une coopération en Méditerranée ? Si le doute est permis, la réaction demeure autorisée pour préparer un avenir, non plus à reculons, mais en confiance.

Ce scénario passe par la construction de l'Euro-Méditerranée comme région innovante, solidaire et responsable dans la mondialisation. Cet acte politique constitue à la fois une nécessité historique et une alliance stratégique de ce 21^e siècle. Car ce sont bien les dynamiques mondiales et la réalité d'une interdépendance grandissante qui imposeront à l'Europe et à la Méditerranée de se réinventer un destin collectif mobilisateur. Finalement, l'Euro-Méditerranée, ce sera réagir ensemble pour ne pas s'affaiblir séparément. ■

Notes

1. Voir Sébastien Abis, « 2007 : année zéro pour la Méditerranée ? », *Futuribles*, n° 321, juillet-août 2006.
2. L'IDH mesure trois dimensions du bien-être humain : les conditions de vie (PIB/hab. en PPA), l'espérance de vie à la naissance (longévité et santé) et le niveau d'instruction (alphabétisation et instruction). La valeur de l'IDH s'échelonne entre 0 et 1 : la valeur maximale correspond à un indice excellent et la valeur minimale présente un indice exécrable. Les pays dont l'indice se situe entre 0,8 et 1 sont considérés comme les plus favorisés. Les nations dont l'IDH est inférieur à 0,5 sont à l'inverse considérées en situation de développement faible.
3. Voir Patrick Haenni, *L'Islam de marché*, La République des idées-Seuil, 2005.
4. Albert Hourani, *Histoire des peuples arabes*, Seuil, p. 587.
5. Voir par exemple les analyses de Bernard Lewis. *Les Arabes dans l'Histoire*, Flammarion, 1993.
6. Bernard Ravenel, *Méditerranée : le Nord contre le Sud*, L'Harmattan, 1990.
7. PNUD, *Rapport sur le développement humain dans le monde arabe*, 2004.
8. Alain Peyrefitte, *Du « miracle » en économie*, Leçons au Collège de France, Editions Odile Jacob, 1995.

9. Jacques Ould Aoudia, *Croissance et réformes dans les pays arabes méditerranéens*, Agence française de développement, Notes et documents n° 28, 2006.
10. Emmanuel Todd, *Après l'Empire, essai sur la décomposition du système américain*, Gallimard, 2002, p.65.
11. Op.cité, p.50.